



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE
POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE,
DE L'AGRO-ALIMENTAIRE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques
France métropolitaine hors Corse

Notice d'information du territoire

« Bassin versant de l'Aume-Couture » (NA_BVAC)

Campagne 2026

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Les MAEC sont proposées sur des territoires définis au sein de Projets Agro-Environnementaux et Climatiques (PAEC). Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur le PAEC « Bassin versant de l'Aume-Couture » (NA_BVAC) au titre de la campagne PAC 2026. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac¹.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de la PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

¹ <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans le territoire la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures localisées, une parcelle ou un élément est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

Dans le cadre du financement des MAEC 2023-2027 par les fonds européens du FEADER, par l'État et les agences de l'eau, et notamment l'Agence de l'eau Adour-Garonne (AEAG), l'engagement dans une ou plusieurs MAEC du PAEC NA_BVAC est possible uniquement pour les exploitations situées dans une démarche territoriale validée par l'AEAG et en cours, à savoir le projet de territoire pour la gestion de l'eau (PTGE) de l'Aume-Couture.

2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

L'EPTB Charente et la Chambre d'agriculture de la Charente ont porté ensemble l'élaboration du PTGE de l'Aume-Couture, qui a été validé en 2018. L'état des lieux et le diagnostic du territoire ont permis de mettre en évidence quatre enjeux, auxquels le projet de territoire doit répondre :

- un déséquilibre quantitatif des eaux du bassin : l'état des lieux et le diagnostic du bassin versant ont mis en évidence la fréquence importante des assecs, liés aux prélèvements agricoles en période estivale mais également à l'artificialisation du bassin versant. Dans le cadre du changement climatique, ces assecs risquent d'augmenter si aucune action n'est mise en œuvre. Des zones où l'intensité de prélèvement et/ou l'artificialisation des cours d'eau ont un impact particulièrement fort sur l'état quantitatif des masses d'eau ont été identifiées. Le premier enjeu du projet de territoire Aume-Couture est donc le rétablissement de l'équilibre quantitatif des masses d'eau du bassin versant ;*
- un état dégradé des milieux aquatiques : l'aménagement hydraulique du bassin versant dans les années 1950 et 1960 qui avait vocation à drainer les terrains, a entraîné la dégradation très importante des milieux aquatiques. La superficie des zones humides fonctionnelles est ainsi extrêmement réduite et les cours d'eau ont été fortement rectifiés et recalibrés. Cela contribue à la multiplication des assecs observés sur le bassin, et l'amélioration de l'état des milieux aquatiques constitue donc un enjeu important du projet de territoire. C'est le Syndicat mixte d'aménagement des bassins Aume-Couture, Auge et Bief (SMABACAB) qui travaille à la restauration des milieux aquatiques et humides au travers d'un programme pluriannuel de gestion ;*
- un état qualitatif dégradé des eaux : la présence du captage d'eau potable de Moulin Neuf constitue un enjeu important sur une partie du territoire de l'Aume-Couture. Le projet de territoire doit contribuer à l'amélioration de la qualité des eaux du captage en lien avec le programme Re-Sources porté par le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable (SIAEP) Nord-Ouest Charente. L'amélioration de la qualité des eaux sur le reste du territoire constitue également un enjeu pour les milieux aquatiques.*
- des activités socio-économiques du territoire à préserver : l'activité agricole constitue une part très importante de l'économie du territoire, liée notamment à la disponibilité de la ressource en eau. Le projet de territoire doit ainsi permettre le maintien de l'activité agricole du territoire, l'amélioration des pratiques agricoles actuelles et le développement d'une agriculture plus vertueuse prenant davantage en compte les aspects environnementaux.*

Afin de répondre à quatre ces enjeux sur le territoire, 5 axes stratégiques ont été définis :

- *AXE 1 : Animation/Communication autour du projet de territoire et de son programme d'actions,*
- *AXE 2 : Réduction de la pression de prélèvements sur les ressources superficielles en période estivale,*
- *AXE 3 : Animation et maîtrise foncière/d'usage,*
- *AXE 4 : Restauration de la fonctionnalité des milieux,*
- *AXE 5 : Amélioration de la qualité des eaux.*

C'est ainsi qu'au sein du PAEC NA_BVAC sont proposées aux exploitations agricoles des mesures MAEC de gestion qualitative de l'eau et de réduction de l'utilisation des pesticides, et de création de couverts favorables à la biodiversité. Sont ouvertes également des mesures dédiées aux élevages herbagers et aux zones intermédiaires, et de préservation des milieux humides.

3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Enjeu environnemental visé	Code de la mesure	Nom développé de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Montant en €/ha
Eau	NA_BVAC_CIFF	MAEC Biodiversité - Création de couverts d'intérêt faunistique et floristique favorables aux pollinisateurs et aux oiseaux communs des milieux agricoles - déclinaison « Eau »	Localisée	652 €
	NA_BVAC_HBV2	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère - Elevages d'herbivores 2	Système	177 €
	NA_BVAC_HBV3	MAEC Climat - Bien-être animal - Autonomie fourragère - Elevages d'herbivores 3	Système	233 €
	NA_BVAC_MHU1	MAEC Biodiversité - Préservation des milieux humides	Localisée	150 €
	NA_BVAC_PHY5	MAEC Eau - Pesticides - Grandes cultures 2	Système	201 €
	NA_BVAC_ZIGC	MAEC Eau – Grandes cultures – adaptée aux zones intermédiaires	Système	92 €

Une notice 2026 spécifique à chacune de ces mesures, pour le PAEC NA_BVAC, incluant le cahier des charges à respecter, est disponible sur le site internet de la DRAAF Nouvelle-Aquitaine.

4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies dans l'arrêté préfectoral relatif aux engagements agroenvironnementaux et climatiques et en agriculture biologique en 2026 de la région Nouvelle-Aquitaine. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

Pour l'ensemble des PAEC de Nouvelle-Aquitaine, des critères de priorisation de rangs supérieurs aux critères propres à chaque PAEC sont mis en place. Le premier critère régional de priorisation est qu'une exploitation est admissible à une mesure système si à minima 50 % des surfaces de son compartiment de culture sont inclus dans le PAEC, et qu'une parcelle ou un élément est admissible à une MAEC localisée si à minima 50 % de sa surface est incluse dans le PAEC. Le second critère régional de priorisation concerne les exploitations conduites en agriculture biologique.

Les autres critères de priorisation et les points de notation correspondants sont définis dans le tableau ci-après :

Critère de priorisation n° 3	<i>Exploitations pour lesquelles la MAEC engendre des changements de pratiques par rapport aux exploitations pour lesquelles la MAEC correspond à du maintien de pratiques.</i>
Critère de priorisation n° 4	<i>Exploitations qui s'engagent sur des MAEC de niveau 3 par rapport à celles qui s'engagent sur des MAEC de niveau 2.</i>

6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

Pour vous engager dans une MAEC en 2026, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2026 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- en cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- en dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC², en précisant le code de la mesure demandée ;
- pour les mesures « Autonomie fourragère – Elevages d'herbivores – Niveau 2/3 » (HBV2/3) et/ou « Préservation des milieux humides – Niveau 1 » (MHU1) vous devez également déclarer les effectifs animaux autres que bovins dans l'écran correspondant sur Télépac, afin que la DDT(M) soit en mesure de calculer le chargement ou les effectifs animaux de votre exploitation.

7 CONTACTS

Pour toute information complémentaire, contacter l'opérateur ou les structures animatrices du territoire :

Structure porteuse du projet (opérateur PAEC) : EPTB Charente

Sarah PAULET : 05 46 74 00 02 - sarah.paulet@fleuve-charente.net

Angélique QUERAUD : 05 46 74 00 02 - angelique.queraud@fleuve-charente.net

Structure animatrice n° 1 : Chambre d'agriculture de la Charente

Nicolas CHASLARD : 06 07 76 91 58 - nicolas.chaslard@charente.chambagri.fr

Audrey TRINIOL : 05 45 24 49 00 - 06 14 09 36 10 - audrey.triniol@charente.chambagri.fr

Structure animatrice n° 2 : CIVAM du Pays Ruffécois

Coline DIEVAL : 07 61 98 90 71 - ruffecois@civam.org

Structure animatrice n° 3 : Océalia

Mathilde LANDAIS : 06 84 83 18 39 - mlandais@ocealia-groupe.fr

Structure animatrice n° 4 : Néolis

Yolann BERGERON : 06 70 32 77 77 - ybergeron@neolis-negoce.fr

Structure animatrice n° 5 : Maison de l'agriculture biologique de la Charente

Evelyne BONILLA : 05 45 63 00 59 - 06 45 59 63 11 - projetbio@mab16.com

Anaïs BIOCHE : 05 45 63 00 59 - 06 73 20 13 21 - grandescultures.mab16@orange.fr

Structure animatrice n° 6 : CAVAC de Villejésus

Michel CAILLAUD : 05 45 21 66 07 - 06 84 51 83 93 - michel.caillaud@cavac16.com

Structure animatrice n° 7 : L'Atelier des Champs

Denis BOUCARD : 06 81 84 59 53 - dboucard@latelierdeschamps.fr

Structure animatrice n° 8 : SIAEP Nord-Ouest Charente

Mélanie FIGADÈRE : 05 45 65 96 27 - 06 75 97 20 10 - m.figadere@siaepnordouest16.fr

Marine TALLON : 05 45 65 97 17 - 07 87 56 60 27 - m.tallon@siaepnordouest16.fr

² Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>